Document generated on 05/11/2025 8:46 a.m.

Histoire Québec

La participation citoyenne en histoire et patrimoine
Le mot de la rédaction

Comité éditorial spécial (Alain Roy, MariFrance Charette, Martin Drouin)

Volume 27, Number 3, 2022

La participation citoyenne en histoire et patrimoine

URI: https://id.erudit.org/iderudit/98639ac

See table of contents

Publisher(s)

Les Éditions Histoire Québec
La Fédération Histoire Québec

ISSN

1201-4710 (print)
1923-2101 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Comité éditorial spécial (2022). La participation citoyenne en histoire et patrimoine : le mot de la rédaction. *Histoire Québec*, *27*(3), 4–4.

Tous droits réservés © Les Éditions Histoire Québec, 2022

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Comité éditorial spécial, Alain Roy, MariFrance Charette et Martin Drouin

Les sociétés d'histoire ont contribué, depuis le XIXe siècle, à la valorisation du passé. Agents actifs de la mémoire, elles le sont encore aujourd'hui et leur contribution à l'histoire a été – et est toujours – significative. Cette implication citoyenne s'est accrue dans la seconde moitié du XXe siècle comme en témoigne la multiplication de sociétés d'histoire et d'associations dédiées au patrimoine. Aujourd'hui, ces deux types d'organisations contribuent à rendre le passé vivant dans nos communautés par un engagement continu à défendre les archives, à faire connaître l'histoire locale et à préserver le patrimoine. Pourtant, ces pratiques citoyennes ont été peu étudiées ou valorisées.

Le développement récent de la science citoyenne, pour l'instant surtout dans les sciences naturelles, fournit une nouvelle base pour aborder ces pratiques historiques et patrimoniales. Plutôt que de les considérer par opposition à une approche professionnelle, il serait intéressant de les étudier en tant que pratiques culturelles qui ont une valeur pour leurs communautés et qui améliorent non seulement nos connaissances, mais aussi notre environnement culturel. Ce faisant, un regard plus nuancé peut être porté sur ces contributions pour en comprendre les dynamiques, les apports et les limites.

C'est dans cette perspective et avec un intérêt partagé pour la participation citoyenne aux enjeux de patrimonialisation et de mémoire qu'un projet de recherche concertée a été lancé en 2019 au Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal (UQAM)[1]. Intitulé « D'antiquaires à agents mémoriels : sociétés historiques et associations de citoyens dans la valorisation du passé », la recherche entend analyser ces contributions à la fois dans leur évolution ainsi que dans leur ampleur et leur diversité.

Encore faut-il définir ce que sont les pratiques citoyennes. Si les études à ce sujet sont peu nombreuses et partielles, une enquête publiée en 2016 par le ministère de la Culture et des Communications du Québec[2] nous permet, à partir des données recueillies, d'inférer trois grands types de pratiques. Il y a tout d'abord les pratiques de « consommation », qui comprennent les visites de musées, la lecture de romans ou d'oeuvres historiques, la participation à des cours ou des conférences, etc. Ces pratiques touchent le plus grand nombre d'individus (environ le tiers de la population de plus de 15 ans en 2014). Le second type regroupe les pratiques de « production ». Elles renvoient, par exemple, à des activités de recherche et à la participation à des actions en patrimoine. Enfin, les pratiques d'« engagement », comme son nom l'indique, incluent la participation comme bénévole ou administrateur dans un organisme dédié à l'histoire et au patrimoine.

Ce sont les pratiques de production qui nous intéressent ici. Selon le sondage, la « pratique d'activités reliées à l'histoire, à la généalogie, à l'archéologie ou au patrimoine dans un contexte de loisir au moins quelques fois par année » serait le fait d'environ 14,4 % de la population de plus de 15 ans, soit une estimation grossière d'environ 1 000 400 personnes en 2014. Pas mal si on compare aux quelques dizaines d'érudits du XIXe siècle !

Le présent numéro se veut un premier regard sur ces pratiques citoyennes en histoire et en patrimoine. Il s'ouvre sur deux contributions d'historiens réputés : Gérard Noiriel, grand historien français, s'interroge si l'histoire appartient seulement aux historiens professionnels alors que Steven High, président de la Société historique du Canada, appelle à jeter des ponts au sein de la communauté historique. Suivent les contributions des trois chercheurs du projet *Agents mémoriels*, qui synthétisent les présentations faites lors du congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française en octobre 2021[3]. Alain Roy, historien, dresse une esquisse de l'évolution au Québec de l'histoire citoyenne. Martin Drouin, chercheur, pose un regard sur les activités des organisations d'histoire et de patrimoine de Montréal. MariFrance Charrette, directrice générale de la Fédération Histoire Québec, réfléchit à l'usage collaboratif de Wikipédia pour ces sociétés. Suivent deux études de cas : Alain Gelly, historien, s'intéresse à leur apport passé dans la préservation du fort Chambly alors qu'Hélèna Delaunière, chargée de projet, nous propose un regard sur l'engagement communautaire en archéologie à Mashteuiatsh. Pour conclure, Martin Drouin et Richard Smith nous présentent un projet en sciences participatives qui, dans la foulée de celui sur les Agents mémoriels, entend faire le point sur l'apport citoyen en histoire et patrimoine au Québec. Enfin, Lorraine O'Donnell, chercheuse, fait état du projet de réalisation d'une histoire populaire du Québec d'expression anglaise.

NOTES

1 https://tinyurl.com/r76anvkm.

2 Ministère de la Culture et des Communications du Québec, Direction du livre, de l'audiovisuel et de la recherche. « Les pratiques culturelles au Québec en 2014 – Recueil statistique – Volume 1. Groupes sociaux », mars 2016, 196 p.

3 Les présentations sont disponibles en ligne à : https://tinyurl.com/yzrrejh9.